CENTRE
SUR LA FINANCE
ET L'INVESTISSEMENT
VERTS

FORUM 2023

2-3 octobre

ORDRE DU JOUR

OCDE

À propos du Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Le Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts rassemble chaque année des participants du monde entier pour discuter des priorités de l'action publique en faveur de l'environnement, encourager la coopération internationale pour réorienter les ressources financières vers les objectifs climatiques, et promouvoir les investissements dans l'économie réelle.

La 10e édition du Forum sur la finance et l'investissement verts portera sur le thème « Accélérer l'action publique pour combler le déficit de crédibilité ». Ce forum offrira aux parties prenantes une excellente occasion d'évaluer les progrès réalisés, ainsi que le chemin restant à parcourir. Des obstacles persistants à la mobilisation de la finance et de l'investissement écologiquement durables demeurent, l'écoblanchiment est devenu un risque majeur et les ressources financières sont encore bien trop souvent allouées à mauvais escient à des activités à fortes émissions et préjudiciables à l'environnement. Dans le domaine émergent du financement de la transition, un risque d'écoblanchiment commence à se faire jour, tout comme la nécessité d'établir et de rendre publics des plans de transition crédibles, afin d'assurer l'intégrité environnementale. Dans le même temps, des solutions importantes ont fait leur apparition, d'ambitieuses initiatives de mobilisation des investissements sont en cours, et les entreprises, les institutions financières et les pouvoirs publics ont commencé à adopter la neutralité GES.

Au cours du Forum, des séances plénières de haut niveau et des séances parallèles donneront l'occasion de procéder à un partage de connaissances et favoriseront des échanges de vues tournés vers l'action portant sur les évolutions les plus récentes, les défis à relever et les solutions qui pourraient permettre à la finance et l'investissement verts de produire véritablement de meilleurs résultats sur le plan de l'environnement. Les thèmes principaux seront les suivants

- L'action des pouvoirs publics pour assurer la crédibilité et l'intégrité des objectifs de neutralité GES ;
- Les défis à relever et les solutions pour permettre une réorientation du système financier en faveur des objectifs climatiques et environnementaux ;
- La refonte des incitations pour renforcer la mobilisation des ressources financières privées en faveur des objectifs mondiaux dans le domaine du climat, de l'environnement et de la biodiversité ;
- Les mesures et les bonnes pratiques pour une transition climatique juste et humaine.

En 2022, plus de 1 900 participants de 130 pays et plus de 100 intervenants de haut niveau ont été accueillis. Au nombre des participants figureront notamment des acteurs des marchés financiers, des responsables de la formulation des politiques, ainsi que des représentants des banques centrales et des autres organismes de réglementation et de surveillance financières, des banques multilatérales de développement, du secteur des entreprises, de la société civile, des milieux universitaires, et des œuvres de bienfaisance.

- **Format et localisation**

Le 10e Forum sur la finance et l'investissement verts prendra la forme d'un événement hybride. Le Forum se tiendra au **Siège de l'OCDE** (2, rue André Pascal – 75016 Paris), ainsi que de manière virtuelle, avec une diffusion en ligne en temps réel.

- **À propos du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts**

Ce forum a lieu chaque année et constitue l'événement phare du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts. Le Centre contribue à catalyser et à appuyer la transition vers une économie verte, à faibles émissions et résiliente face au climat, moyennant la conception de mesures, d'institutions et d'instruments efficaces, notamment en matière de finance et d'investissement verts. Le Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts tire parti de l'expertise multidisciplinaire de l'OCDE et de l'influence dont elle bénéficie systématiquement auprès de tous les organes compétents des États, et il offre un cadre mondial de collaboration.

- **Contacts**

Pour toute question au sujet du programme, veuillez contacter Robert.YOUNGMAN@oecd.org, Valentina.BELLESI@oecd.org et Kern.FASTRUP@oecd.org.
Pour toute question relative à la localisation et à la logistique, veuillez contacter Nassera.BELKHITER@oecd.org et Kern.FASTRUP@oecd.org.

L'OCDE remercie les partenaires suivants pour leur soutien.

Partenaire principal

JAPANGOV
THE GOVERNMENT OF JAPAN

Partenaire argent

S&P Global
Market Intelligence

Partenaires media

OMFIF

novethic

PREMIÈRE JOURNÉE – LUNDI 2 OCTOBRE 2023

Maître de Cérémonie	**Hugh Wheelan**, Journaliste, cofondateur et ancien directeur général, Responsible Investor
08h00 – 09h00 (heure de Paris)	**Enregistrement et café**
09h00 – 09h45 (heure de Paris) Salle CC15	**Ouverture du Forum : allocution de bienvenue et discours liminaires**
Remarques d'ouverture	**Mathias Cormann**, Secrétaire général, OCDE
Discours liminaire virtuel	**Shigeru Ariizumi**, Vice-ministre des affaires internationales, Agence des services financiers, Japon (virtuel)
Discours liminaire	**Sidonie Commarmond-Meynial**, Membre, Pour un réveil écologique
09h45 – 11h00 (heure de Paris) Salle CC15	**Séance plénière de haut niveau : Accélérer la transition climatique des secteurs à forte intensité d'émission** Lancement du rapport de l'OCDE intitulé *Mechanisms to prevent carbon lock-in in transition finance*

Une transformation de l'industrie manufacturière crédible, conforme à l'Accord de Paris et compatible avec une trajectoire de neutralité GES sera indispensable pour garantir que les émissions nettes à l'échelle mondiale ne soient pas supérieures à zéro, étant donné que ce secteur est l'une des principales sources des émissions mondiales de CO_2. De nombreuses lacunes et incertitudes demeurent quant à la manière dont les pouvoirs publics et les acteurs du secteur déploieront les options technologiques bas carbone, mais aussi en ce qui concerne les conditions propices, les sources de financement et les instruments qui permettraient de débloquer les investissements nécessaires, surtout dans les économies émergentes et en développement. Le financement de la transition, qui constitue l'une des principales solutions, vise à débloquer des capitaux pour les industries à forte intensité d'émission, telles que le secteur manufacturier, de manière à placer les investissements sur une trajectoire conforme à l'Accord de Paris. Cependant, le marché du financement de la transition demeure embryonnaire et aucune des approches adoptées n'est exempte de risques d'écoblanchiment et de dépendance à l'égard du carbone, ce qui en compromet la crédibilité environnementale. En s'appuyant sur le rapport de l'OCDE à paraître intitulé *Mechanisms to prevent carbon lock-in in transition finance (« mécanismes pour éviter la dépendance à l'égard du carbone lors du financement de la transition »)*, cette séance plénière examinera comment le financement de la transition peut être développé de manière crédible pour mobiliser l'investissement en faveur des options technologiques bas carbone dans les secteurs à fortes émissions tels que les industries manufacturières des pays en développement, tout en évitant le risque de dépendance à l'égard du carbone.

Modérateur	**Emma McGarthy**, Directrice, Sustainability Policy Institute, Official Monetary and Financial Institutions Forum (OMFIF)
Remarques d'ouverture	**Jo Tyndall**, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE
Discours liminaire enregistré en vidéo	**Ma Jun**, Président du Comité chinois de la finance verte, Président de l'Institut de la finance et du développement durable, Ancien co-président du groupe de travail du G20 sur la finance durable (virtuel)

Intervenants	**Miguel Gil Tertre**, Économiste en chef, Direction générale de l'énergie, Commission européenne **Jochen Krimphoff**, Directeur adjoint, Finance environnementale, Fonds mondial pour la nature (WWF) **Kate Levick**, Directrice adjointe, Sustainable Finance, E3G et Codirectrice, UK Transition Plan Taskforce **Helena Viñes Fiestas,** Commissaire, Autorité espagnole des marchés financiers ; Co-rapporteur, Plateforme de l'UE sur la finance durable ; et Membre, Groupe d'experts de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur les engagements Net Zero (virtuel) **Steve Waygood**, Directeur principal de l'investissement responsable, Aviva Investors
11h00 – 11h20 (heure de Paris)	**Pause-café**
11h20 – 12h20 (heure de Paris) Salle CC15	**Séance plénière de haut niveau : Comment assurer une transition juste ? De la théorie à la pratique**
	Une mobilisation à grande échelle des ressources financières pour investir dans l'atténuation et l'adaptation est indispensable pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement, mais les progrès sont bien trop lents. Le Guide de Charm el-Cheikh pour un financement juste de la Présidence égyptienne de la COP27 adresse des recommandations aux différentes parties prenantes – pouvoirs publics, bailleurs de fonds et banques de développement, et secteur privé – dans l'objectif de convertir les engagements en des projets climatiques qui puissent être concrètement mis en œuvre et de tirer parti des occasions d'investir dans le climat et le développement. Les participants examineront l'état d'avancement de la mobilisation des moyens de financement, les goulets d'étranglement qui persistent, ainsi que les grandes priorités et perspectives en matière de renforcement de la mobilisation et de promotion de l'action climatique en prévision de la COP28.
Modérateur	**Jo Tyndall**, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE
Discours liminaire enregistré en vidéo	**Rania Al-Mashat**, Ministre de la Coopération internationale, Égypte (virtuelle)
Intervenants	**Victoria Chisala**, Directeur de la stratégie et de la politique, Banque africaine de développement **Maria del Pilar Garrido Gonzalo**, Directrice, Direction de la coopération pour le développement, OCDE **Jean-Michel Severino,** Président du conseil de surveillance, Investisseurs & Partenaires
12h20 – 13h40 (heure de Paris)	**Déjeuner**

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
13h40 – 14h55 (heure de Paris)	**Utilisation des scénarios d'atténuation du changement climatique pour définir les objectifs, planifier la transition et évaluer la mise en conformité du secteur financier Salle CC15**	**La finance durable laisse-t-elle les PME sur le bord de la route ? Salle CC12**
	Les scénarios d'atténuation du changement climatique jouent un rôle crucial dans la mesure où ils guident la définition des objectifs, la planification de la transition et les évaluations de la conformité du secteur financier avec l'Accord de Paris. Cependant, les hypothèses et les incertitudes liées à ces scénarios ne sont pas nécessairement bien comprises. Cette séance, qui s'appuiera sur les conclusions d'une analyse novatrice de l'OCDE, examinera la cohérence avec l'Accord de Paris des scénarios actuellement utilisés dans le secteur de la finance, leur étendue et leur degré de détail, ainsi que leurs hypothèses et leurs limites sous-jacentes. Elle indiquera aux responsables de la formulation des politiques climatiques, aux concepteurs des scénarios climatiques, aux fournisseurs d'indices et aux acteurs des marchés financiers de quelle manière ils peuvent contribuer individuellement et collectivement à améliorer la conception et l'utilisation des scénarios d'atténuation du changement climatique. Elle prendra appui sur la séance plénière sur le thème « Accélérer la transition climatique des secteurs à forte intensité d'émission », et elle contribuera par ailleurs à alimenter les débats de la séance en ateliers consacrée par la suite aux « Engagements et indicateurs de neutralité GES du secteur financier ».	Les PME sont de plus en plus concernées par les nouvelles exigences en matière d'élaboration de rapports de durabilité. Non seulement celles qui fournissent de grandes entreprises sont invitées à leur communiquer des informations sur leurs performances en matière de durabilité et risquent de perdre des contrats avec les entités tenues de présenter de tels rapports si elles s'y refusent, mais en outre une grande partie d'entre elles pourraient également ne plus avoir accès aux sources de financement externe auprès de bailleurs de fonds qui se trouvent désormais dans l'obligation de faire état de la durabilité de leurs portefeuilles de crédits. Pourtant, rares sont actuellement les PME qui mesurent et communiquent leurs performances en termes de durabilité, et la plupart d'entre elles ne disposent que de ressources et de capacités limitées pour entreprendre d'élaborer des rapports en la matière. Pour les PME des secteurs et des régions qui enregistrent de gros volumes d'émissions difficiles à atténuer, le risque est d'autant plus grand que les institutions financières s'attachent à orienter leurs portefeuilles de financement et d'investissement vers des placements et des secteurs verts et durables. Cette séance examine ces nouveaux défis, ainsi que la manière dont les différents acteurs – à l'échelle nationale et régionale – peuvent contribuer à soutenir les PME dans cet écosystème financier en pleine mutation.
Modérateur	**Raphaël Jachnik**, Chef d'équipe, Financement de l'action climatique, Direction de l'environnement, OCDE	**Miriam Koreen,** Conseillère principale, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE
Intervenants	**Nate Aden**, Responsable Secteur financier, Science Based Targets initiative (SBTi)	**Jasminka Begert,** Directrice, Finance in Motion

	Dia Desia, Directrice générale, Responsable mondiale du financement aligné sur le climat, HSBC **Anuschka Hilke**, Directrice du programme Institutions financières, Institut de l'économie pour le climat (I4CE) **Carl-Friedrich Schleussner**, Chef de la division de la science du climat et des impacts, Climate Analytics **Sven Teske**, Professeur agrégé et directeur de recherche, Institute for Sustainable Futures, Université de Technologie de Sydney (virtuel)	**Paul Gisby**, Directeur, Accountancy Europe **Julia Groves**, Directrice générale, Durabilité, British Business Bank **Sandra Odendahl**, Première Vice-Présidente et Cheffe de l'Équipe développement durable et diversité, Banque de développement du Canada (virtuelle)
14h55 – 15h25 (heure de Paris)	**Pause-café**	
15h25 – 16h40 (heure de Paris)	**Engagements et indicateurs de neutralité GES du secteur financier Salle CC15**	**Mobiliser les capitaux privés au service du développement de l'hydrogène vert dans les économies émergentes et en développement Salle CC12**
	Le récent élan à l'origine des engagements pris par les institutions financières en matière de neutralité GES est encourageant. Cependant, la traduction de cette ambition accrue en des résultats concrets susceptibles de contribuer à la transition vers la neutralité GES d'ici 2050 demeure un défi majeur. Il est nécessaire de disposer d'un éventail d'indicateurs et d'informations robustes et comparables pour mieux comprendre, identifier et évaluer les effets d'atténuation du changement climatique exercés par les actifs et les activités des marchés financiers, ainsi que pour faciliter l'allocation de capitaux aux activités qui favorisent la transition vers la neutralité GES. Cette séance réunira des responsables de la formulation des politiques, des acteurs du marché et des parties prenantes en vue d'examiner l'état d'avancement de l'élaboration d'indicateurs cohérents pour suivre les engagements de neutralité GES des institutions	Pour concrétiser les promesses de l'hydrogène sous l'angle de l'économie neutre en GES, les investissements devront être significativement amplifiés à tous les stades de la chaîne des valeurs, depuis la production de l'énergie renouvelable jusqu'aux infrastructures de transport et de stockage. Une grande partie des investissements annuels moyens qui devront être consacrés à l'échelle mondiale au développement de l'hydrogène, dont le montant pourrait atteindre 1000 milliards USD par an, auront lieu dans les économies émergentes et en développement. Pour y parvenir, il faudra promouvoir un environnement propice au développement de l'hydrogène au moyen de feuilles de route nationales, de cadres réglementaires et de politiques publiques. Les conditions propices devront être complétées par des financements novateurs dans la mesure où l'hydrogène en est encore à ses premiers stades de développement et fait peser des risques élevés sur les promoteurs et les bailleurs de fonds des projets. Cette séance, qui

	financières et aider à faciliter la réaffectation des capitaux au financement de la transition vers des solutions de remplacement à faibles émissions de gaz à effet de serre. Cette séance s'appuiera sur la séance antérieure en ateliers portant sur l'utilisation de scénarios d'atténuation du changement climatique pour définir les objectifs, planifier la transition et évaluer la mise en conformité du secteur financier, ainsi que sur la séance plénière sur le thème « Accélérer la transition climatique des secteurs à forte intensité d'émission ».	s'appuiera sur les travaux de l'OCDE sur l'hydrogène vert, portera sur les solutions de financement efficaces et identifiera les angles morts afin d'accélérer l'adoption de l'hydrogène vert dans les économies émergentes et en développement.
Modérateur	**Catriona Marshall**, Cheffe d'équipe, Finance durable, Direction des affaires financières et des entreprises, OECD	**Joseph Cordonnier**, Analyste des politiques industrielles, Mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres (CEFIM), OCDE
Discours liminaire enregistré en vidéo	**Michael Carlson**, Directeur des marchés financiers internationaux, Département du Trésor américain, et Vice-président du Comité des marchés financiers de l'OCDE (virtuel)	
Intervenants	**Nate Aden**, Responsable Secteur financier, Science Based Targets initiative (SBTi) **Charlotte Gardes-Landolfini**, Experte en financement climatique, Fonds monétaire international (FMI) (virtuel) **Sébastien Paquot,** Chef d'unité adjoint Financement du climat, DG CLIMA, Commission européenne (virtuel) **Laura María Santa Zuluaga**, Sustainable Finance Hub, Superintendencia Financiera de Colombia (virtuelle)	**Peline Atamer**, Coresponsable Asie centrale, Programme pour des infrastructures durables en Asie (SIPA), OCDE **Charlie Desmoulins**, Directeur des investissements, HDF energy **Claire Nicolas**, Économiste principale de l'énergie, Banque mondiale **Bart White**, Responsable du Financement structuré de l'énergie, Santander

16h40 – 16h55 (heure de Paris)	**Pause – Changement de salle**

16h55 – 18h10 (heure de Paris) Salle CC15	**Séance plénière de haut niveau : Mobiliser les financements et les investissements au service des énergies propres dans les pays émergents et en développement**

Pour maintenir le réchauffement planétaire à un niveau maximal de 1.5 °C, il faudra réduire les émissions de 45 % dès 2030 et atteindre la neutralité GES d'ici 2050. Pour y parvenir, des avancées radicales et un spectaculaire renforcement de la mobilisation

des financements et des investissements en faveur des pays en développement devront être obtenus à l'aide d'initiatives, de partenariats et de transformations systémiques à divers niveaux. À l'échelon national, une approche globale et pangouvernementale axée sur l'offre et la demande sera nécessaire pour créer et garantir un climat attractif pour les investissements afin de générer une solide réserve de projets susceptibles de bénéficier de concours bancaires. Tous les programmes d'investissement à l'échelle d'un pays ou d'une région et toutes les plateformes nationales/sectorielles peuvent bénéficier de la contribution directe (i) des investisseurs, des banques, et des réseaux similaires, (ii) des institutions financières publiques (BMD, IFI, donneurs bilatéraux, BND, banques publiques d'investissement vert), et iii) des administrations nationales et des autres parties prenantes locales manifestement concernées. Cette approche inclusive peut permettre de monter et de mettre en œuvre des financements mixtes ciblés et efficaces, et de braquer les projecteurs sur les opportunités d'investissement. Cette séance plénière examinera principalement quelle devra être la contribution des BMD, des données et des institutions financières publiques pour atteindre l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1.5 °C. Elle réunira les parties prenantes concernées en vue d'examiner les modifications requises pour mettre en place un écosystème efficace de financements et d'investissements verts à même de mobiliser des ressources financières d'une ampleur suffisante pour soutenir la transition énergétique dans les pays en développement.

Modérateur	**Mathilde Mesnard**, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE
Remarques d'ouverture	**Maria del Pilar Garrido Gonzalo**, Directrice, Direction de la coopération pour le développement, OCDE
Intervenants	**Nani Hendiarti**, Ministre déléguée chargée de la Coordination de la gestion de l'environnement et des forêts, Ministère de la Coordination des Affaires maritimes et de l'Investissement, Indonésie
	Dharshan Wignarajah, Directeur, UE et Royaume-Uni, Climate Policy Initiative
	Rungrawee Yingyuad, Spécialiste des énergies renouvelables, Département du développement et de l'efficacité des énergies alternatives (DEDE), Ministère de l'énergie, Royaume de Thaïlande
	Philippe Zaouati, PDG, Mirova

18h10 – 18h05 (heure de Paris) Salle CC15	**Clôture du premier jour**
Allocution de clôture	**Jens Sedemund,** Chef de l'équipe, Environnement et changement climatique, Division du financement du développement durable, Direction de la coopération au développement, OCDE
18h30 – 20h00 (heure de Paris) Salon Du Parc	**Cocktail**

DEUXIÈME JOURNÉE – MARDI 3 OCTOBRE 2023

08h30 – 09h30	**Enregistrement et café**

09h30 – 09h40 (heure de Paris) Salle CC15	**Ouverture**
Remarques d'ouverture	**Fabrizia Lapecorella,** Secrétaire générale adjointe, OCDE

09h40 – 10h40 (heure de Paris) Salle CC15	**Séance plénière de haut niveau : Amplifier le financement de l'adaptation et de la résilience**
	Il est urgent d'amplifier les investissements dans l'adaptation et la résilience pour gérer les risques, tirer parti des opportunités qui se présentent et éviter de pérenniser la vulnérabilité au changement climatique. Le Global Center on Adaptation (GCA) a évalué à 1 700 milliards USD les possibilités d'investissement dans l'adaptation, mais les actuels flux financiers ne représentent qu'une petite partie de ce qui serait nécessaire, puisque leur volume n'a atteint que 46 milliards USD en 2020. Cette séance examinera comment assurer une mutation progressive des flux financiers en faveur de l'adaptation, de manière à passer du financement de petits projets à celui de la nécessaire transition à l'échelle de l'économie dans son ensemble. Elle identifiera les priorités en matière de renforcement de la collaboration public-privé pour aider à débloquer les capitaux à l'échelle requise.
Modérateur	**Michael Mullan**, Analyste principal des politiques, OCDE
Discours liminaire	**Rania Al-Mashat**, Ministre de la Coopération internationale, Égypte
Intervenants	**Ginette Borduas**, Associée et Responsable ESG et développement durable, Meridiam
	Emma Howard Boyd, Présidente, Green Finance Institute
	Haje Schütte, Directeur adjoint, Direction de la coopération au développement, OCDE
	Gavin Templeton, Directeur général, Pollination
10h40 – 11h10 (heure de Paris)	**Pause-café**

Séances parallèles	**Axe 1**	**Axe 2**
11h10 – 12h10 (heure de Paris)	**Examen du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone Salle CC15**	**Vers une meilleure gestion des risques et impacts systémiques, sociaux et dans le domaine des inégalités Salle CC12**

Le Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (IFCMA) est l'initiative phare que l'OCDE a engagé pour aider à optimiser l'impact global des efforts de réduction des émissions déployés dans le monde, et ce grâce à un meilleur partage des données et des informations, à l'apprentissage mutuel fondé sur des données probantes et à un dialogue multilatéral inclusif. Les paramètres de la politique d'atténuation sont primordiaux pour créer des conditions propices au financement et à l'investissement. Le IFCMA fait le point sur les différentes stratégies d'atténuation des émissions de carbone, établit des correspondances entre les politiques mises en œuvre et les émissions auxquelles elles s'appliquent, et estime leurs effets comparatifs du point de vue de la réduction des émissions. Cette séance examinera comment les travaux du IFCMA peuvent :

- Soutenir les efforts des gouvernements pour maximiser les effets des politiques d'atténuation en termes d'attraction des financements et des investissements verts.
- Créer un contexte permettant d'étudier les possibilités de réaligner les flux financiers de manière à favoriser une mise en œuvre efficace des politiques d'atténuation des impacts climatiques.

Les inégalités des chances et de bien-être demeurent persistantes au sein de chaque pays comme au niveau international. Il est de plus en plus clair que les problèmes d'environnement et les inégalités sociales sont étroitement imbriqués et se renforcent mutuellement. Par exemple, les données disponibles montrent que les ménages défavorisés sont ceux qui souffrent le plus de la dégradation de l'environnement et que les impacts du dérèglement climatique ne sont pas identiques selon le genre. Les inégalités sociales, y compris les disparités persistantes entre les genres, amenuisent le potentiel collectif tant sur le plan humain que d'un point de vue économique, et elles sapent les fondements des systèmes économiques et sociaux sur lesquels reposent les entreprises et les institutions financières. Le secteur financier a donc tout intérêt à remédier aux risques et aux impacts systémiques environnementaux et sociaux. Cette séance examinera les moyens de faire face aux risques sociaux et à ceux liés aux inégalités, ce que les investisseurs et les institutions financières font déjà en ce domaine, ainsi que les nouveaux efforts qu'il faudra déployer.

Modérateur

Jo Tyndall, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE

Karen Wilson, Fondatrice, GV Partners

Intervenants

Jenitha Badul, Conseiller politique principal, Programmes et projets durables, Département des forêts, de la pêche et de l'environnement, Afrique du Sud

José Miguel Benavente, Directeur général, CORFO, Chili (virtuel)

Alain de Serres, Directeur adjoint, Direction des études politiques, Département des affaires économiques, OCDE

Romina Boarini, Directrice, Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances à l'OCDE

Lori Kerr, Directrice générale, FinDev Canada

Veronica Nilsson, Secrétaire générale, Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE

Camille Putois, Directrice générale, Business for Inclusive Growth (B4IG)

	Kus Prisetiahadi, Assistant Adjoint pour la coordination de la gestion environnementale et forestière, Ministère de coordination pour les affaires maritimes et d'investissement, Indonésie **Aldo Ravazzi,** Économiste en chef, Ministère de l'environnement et de la sécurité énergétique, Italie	**Delilah Rothenberg**, Associée cofondatrice et Directrice exécutive, The Predistribution Initiative
12h10 – 13h30 (heure de Paris)	**Déjeuner**	
13h30 – 14h30 (heure de Paris)	**Dans quelle mesure les marchés volontaires du carbone peuvent-ils contribuer aux objectifs de neutralité GES ? Salle CC15**	**De l'économie de portefeuille à l'économie réelle : utiliser comme un levier le devoir de diligence lié à la Conduite responsable des entreprises Salle CC12**
	De nombreux engagements à la neutralité GES reposent sur l'accès futur à des compensations fournies notamment par les marchés volontaires du carbone, dont l'intégrité environnementale a été remise en cause. Plusieurs initiatives et autorités de réglementation s'efforcent actuellement d'accroître la crédibilité des crédits offerts et de leur utilisation sur les marchés volontaires du carbone. Les acteurs de la finance et de l'investissement verts pourraient grandement contribuer à accélérer les améliorations de l'intégrité environnementale, par leur propre utilisation des crédits carbone, leur engagement auprès des bénéficiaires des investissements, ainsi que par la création de produits et de services sur mesure en lien avec les marchés du carbone. Pour qu'une telle ligne de conduite soit crédible et s'inscrive dans les trajectoires de neutralité GES, il faudra naviguer avec circonspection dans un paysage de normes d'intégrité environnementale en rapide évolution. Cette séance sera axée sur les plus récentes évolutions du paysage des marchés volontaires du carbone, et elle amènera les experts à débattre des grands enjeux et des perspectives d'avenir.	Alors que les engagements de neutralité carbone des investisseurs institutionnels se multiplient, il demeure essentiel de s'assurer que l'alignement des portefeuilles d'actifs avec les objectifs de l'Accord de Paris se traduise par une décarbonisation tangible de l'économie réelle. La gérance actionnariale climatique (climate stewardship) et l'engagement des entreprises - les pratiques par lesquelles les investisseurs peuvent influencer la conduite des entreprises dans lesquelles ils investissent – se déploie progressivement comme un moyen de traduire ces engagements climatiques en résultats concrets. Néanmoins, des incertitudes demeurent quand à l'impact concret de ces stratégies, pouvant générer des d'opportunités manquées et des risques de « greenwashing ». Dans ce contexte, la récente mise à jour ciblée des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour la conduite responsable des entreprises et la publication prochaine de l'outil destiné aux investisseurs institutionnels sur la "Gestion des risques et des impacts climatiques à travers le devoir de diligence pour la conduite responsable des entreprises", vont permettre de clarifier le rôles et les attentes envers les investisseurs en matière de lutte contre le changement climatique. Cette session fera le lien entre les tendances actuelles en matière de gestion actionnariale durable et responsable, le

		cadre du devoir de diligence pour la conduite responsable des entreprises, les plans de transition, les stratégies de désinvestissement et les considérations relatives à la transition juste pour les investisseurs, tout en explorant les futurs développement réglementaire en la matière.
Modérateur	**Jane Ellis**, Conseillère spéciale auprès du Directeur de l'environnement, OCDE	**Allan Jorgensen**, Chef du Centre pour la conduite responsable des entreprises, Direction des affaires financières, OCDE
Intervenants	**Simon Henry**, Directeur, Carbon Market Development, International Emissions Trading Association (IETA) **Sabine Frank**, Carbon Market Watch **Sam Gill**, Président et Cofondateur, Sylvera **Amy Merrill,** Responsable des marchés mondiaux du carbone au Secrétariat du C2ES pour l'ICVCM **Kris Nathanail**, Conseillère principale pour les projets spéciaux, OICV	**Brendan Curran**, Chargé de mission principal, Institut de recherche Grantham sur le climat et l'environnement **Olivier Guérin**, Responsable du plaidoyer réglementaire, Reclaim Finance **Laura Hillis**, Directrice, Climat et Environnement, Church of England Pension Board **Lucia Graham Wood**, Directrice du programme d'entreprise, IIGCC

14h30 – 15h00 (heure de Paris)	**Pause-café**

Séances parallèles	**Axe 1**	**Axe 2**
15h00 – 16h15 (heure de Paris)	**Mettre les traités d'investissement en conformité avec l'Accord de Paris Salle CC15**	**Évaluer les risques et les impacts liés à l'eau Salle CC12**
	Cette séance sera axée sur la mise en conformité des traités d'investissement avec l'Accord de Paris et les objectifs de neutralité GES. Elle examinera en particulier la mise en conformité avec l'article 2.1(c) de l'Accord de Paris, qui établit pour objectif de rendre tous les flux financiers compatibles avec une trajectoire de faibles émissions de gaz à effet de serre et de développement résilient au changement climatique. La discussion portera sur la couverture sectorielle des investissements encouragés et protégés par les traités d'investissement. En effet, la quasi-totalité des plus de 2 500 traités d'investissement	On s'accorde de plus en plus à reconnaître que le secteur financier est substantiellement exposé aux risques liés à l'eau et que cette exposition n'est pas pleinement prise en compte par les outils actuels d'évaluation des risques. L'eau est au cœur de la crise climatique comme des crises naturelles. Pour faire efficacement face à ces crises, le secteur financier devra renforcer sa compréhension des risques liés à l'eau. Il est de plus en plus évident que les risques naturels, dont ceux liés à l'eau constituent un élément fondamental, entraînent potentiellement d'importantes conséquences économiques. L'absence de prise en compte de ces conséquences

	en vigueur s'appliquent également aux investissements liés aux énergies fossiles et aux autres secteurs à forte intensité de carbone. Cette séance traitera des répercussions que les traités d'investissement (et leur interprétation) exercent sur les incitations publiques et la capacité financière des gouvernements à mettre en œuvre des politiques climatiques. Les récentes réformes et propositions de réforme seront également examinées.	et de mesures pour les atténuer et s'y adapter est une source de risque pour la stabilité financière. Cette séance étudiera le sujet émergent des risques et perspectives liés à l'eau du point de vue des différents acteurs des systèmes financiers.
Modérateur	**David Gaukrodger**, Conseiller juridique principal, Division de l'investissement, Direction des affaires financières, OCDE	**Mireille Martini**, Conseillère principale, Climate Climate Bonds Initiative ; membre du CWG sur la finance durable sur la finance durable, Autorité européenne et des marchés
Intervenants	**Lise Johnson**, Conseil, Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP **Jolien Noels**, Analyste politique, Finance pour l'action climatique, Direction de l'environnement, OCDE **Lauge Poulsen**, Président des travaux de l'OCDE sur les traités d'investissement et le changement climatique, OCDE **Rachel Trasher**, Chercheuse, Global Economic Governance Initiative, Boston University (virtuel)	**Victor Azevedo,** Responsable de la discipline Finance durable, Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) **Claire Elsdon**, Directrice mondiale pour les marchés de capitaux, CDP **Suzanne Scatliffe,** Directrice, Durabilité mondiale, AXA XL **Ram Sri,** Vice-Président ESG mondial, Moody's
16h15 – 16h30 (heure de Paris)	**Pause – Changement de salle**	
16h30 – 17h45 (heure de Paris) Salle CC15	**Séance plénière de haut niveau : Évaluer les risques financiers liés à la biodiversité : le rôle des banques centrales et des autres acteurs financiers**	

Cette séance plénière sera consacrée à l'élaboration de cadres d'évaluation des risques financiers liés aux ressources naturelles. Elle débutera par une présentation du nouveau rapport de l'OCDE intitulé « Cadre de surveillance pour l'évaluation des risques financiers liés à la nature : identifier et naviguer dans les risques financiers liés à la biodiversité ». Ce rapport fait partie d'un projet plus large en partenariat avec la Commission européenne (DG REFORM) et la banque centrale hongroise, et financé par l'Union européenne. Dans ce contexte, la session abordera la nécessité de trouver un équilibre entre une approche suffisamment granulaire et la nécessité d'intégrer les différents risques financiers liés à la nature afin de comprendre le risque dans son ensemble pour le système financier. En outre, elle examinera le rôle des banques centrales et la manière dont les cadres et les normes d'information émergents peuvent contribuer à faciliter l'action visant à atténuer les risques financiers découlant de la dégradation de la nature. Enfin, la session couvrira les défis restants et les obstacles aux progrès dans l'atténuation de ces risques pour le secteur financier.

Discours liminaire enregistré en vidéo	**Richard Mattison,** Vice-président, S&P Global Sustainable1
Discours liminaire	**Mathilde Mesnard**, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE
Modérateur	**Géraldine Ang**, Cheffe d'équipe, Système financier pour la biodiversité et les minéraux de transition ; Cheffe d'équipe, Mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres (CEFIM), Direction de l'environnement, OCDE
Intervenants	**Paolo Krischak**, Expert en finance verte, Bundesbank
	Chiara del Prete, GET sur le reporting de durabilité de l'EFRAG et Présidente de l'IFASS
	Frédéric Samama, Responsable du développement stratégique chez Sustainable 1, S&P Global
	Martha Rojas Urrego, Ancien Secrétaire général, Convention de Ramsar sur les zones humides
	Thomas Viegas, Responsable des partenariats, Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature (TNFD)
17h45 – 18h00 (heure de Paris) Salle CC15	**Clôture du Forum**
Allocution de clôture	**Robert Youngman**, Chef d'équipe, Finance et investissement verts, OCDE

www.oecd.org/cgfi

@OECD_ENV

@OECD_BizFin

OCDE